

Convention collective

**IDCC : 8112. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE
(Ile-de-France, Seine-et-Marne exceptée)
(6 décembre 1963)**

(Etendue par arrêté du 7 septembre 1964,
Journal officiel du 8 octobre 1964)

AVENANT N° 138 DU 20 JUIN 2012

NOR : AGRS1297158M

IDCC : 8112

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Ile-de-France ;
La FCUMA,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats agroalimentaires et forestiers CGT ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

La fédération de l'agriculture CFTC ;

Le syndicat francilien de la production agricole et de l'hippisme CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 22 « Rémunération des apprentis » sont annulées et remplacées comme suit :

« L'apprentissage est une forme d'éducation alternée. Sa finalité est de permettre à des jeunes, ayant satisfait à l'obligation scolaire, d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur (CAP, BAP, bac professionnel, BTS) ou un titre homologué.

L'apprenti perçoit un salaire déterminé en pourcentage du salaire minimum de croissance et dont le montant varie en fonction de l'âge du bénéficiaire et de sa progression dans le ou les cycles de formation faisant l'objet de l'apprentissage.

La rémunération de l'apprenti sera déterminée selon le tableau suivant, en fonction de l'âge et du niveau d'études.

(En pourcentage.)

ÂGE DU JEUNE	RÉMUNÉRATION	
	Année d'exécution du contrat	% du Smic
16-17 ans	1 ^{re} année	25
	2 ^e année	37
	3 ^e année	53
18-20 ans	1 ^{re} année	41
	2 ^e année	49
	3 ^e année	65
21-25 ans	1 ^{re} année	53
	2 ^e année	61
	3 ^e année	78

Pour les formations complémentaires, la rémunération s'effectuera selon les mêmes critères avec les pourcentages suivants :

(En pourcentage.)

FORMATION complémentaire	À PARTIR DE 16 ANS	À PARTIR DE 18 ANS	À PARTIR DE 21 ANS
Après contrat de 1 an	40	56	68
Après contrat de 2 ans	52	64	76
Après contrat de 3 ans	68	80	93

Article 2

Dans la section 4 « Fournitures en nature », l'article 25 « Nourriture » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 25

Nourriture

Lorsqu'il est prévu au contrat de travail que le salarié est nourri, le prix de la nourriture est fixé forfaitairement, conformément au barème émis annuellement par la MSA à l'arrêté du 17 juin 2003 relatif à la détermination des avantages en nature (arrêté du 17 juin 2003 joint en annexe VI).

Le montant de la nourriture doit être retenu à chaque paie mensuelle. »

Article 3

L'article 26 intitulé « Logement » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 26

Logement

Pour les salariés qui bénéficient d'un logement comme accessoire du contrat de travail, la retenue mensuelle est fixée conformément à l'arrêté du 17 juin 2003 relatif à la détermination des avantages en nature. La valeur mensuelle de l'avantage en nature à porter sur le bulletin de paie (et donc à soumettre à cotisations) est déterminée en fonction, d'une part, de la position du montant de la rémunération du salarié par rapport au plafond de la sécurité sociale et, d'autre part, de la composition du logement (arrêté actualisé joint en annexe VI).

Ce logement doit être conforme aux normes de salubrité et d'habitabilité en vigueur.

Un état des lieux du logement, lors de l'emménagement du salarié, devra être constaté par un acte écrit, établi en double exemplaire, l'un signé par l'employeur et remis au salarié, l'autre signé par le salarié et gardé par l'employeur.

Aucune transformation immobilière importante ne pourra être faite par l'occupant sans l'autorisation écrite de l'employeur.

Le salarié doit souscrire une assurance couvrant les risques locatifs de ce logement, accessoire au contrat de travail. »

Article 4

Les dispositions de l'article 30 « Prime de moisson » sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Une prime de moisson est attribuée aux seuls salariés permanents ayant effectivement participé aux travaux de moisson de l'exploitation.

Cette prime est fixée forfaitairement à 100 fois le salaire horaire réel de l'ouvrier.

Elle est payée au plus tard avec la paie du mois de septembre. »

Article 5

Les dispositions de l'article 31 « Primes diverses » sont abrogées.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil suivant son extension.

Fait à Paris, le 20 juin 2012.

(Suivent les signatures.)